



## Indications géographiques de l'UE et étiquetage nutritionnel :

### Un score peut-il fournir des informations intelligentes aux consommateurs ?

Le **mercredi 27 octobre 2021**, l'AREPO a organisé la conférence publique en ligne "**Indications géographiques de l'UE et étiquetage nutritionnel : Un score peut-il fournir des informations intelligentes aux consommateurs ?**".

Cet événement multi-acteurs a rassemblé plus de 160 participants de toute l'Europe, principalement de Belgique, d'Allemagne, de Grèce, de France, d'Italie, du Portugal, d'Espagne, de Suisse et du Royaume-Uni.

Parmi les participants figuraient des chargés de mission, des universitaires et des chercheurs, des représentants d'organisations professionnelles et d'organisations de la société civile, des autorités régionales et nationales, des institutions européennes. La conférence s'est tenue sur la plateforme Zoom avec un support d'interprétation fourni sur l'application Interactio. L'interprétation était assurée en 7 langues (DE-EL-EN-ES-FR-IT-PT).

La conférence visait à enrichir le débat au niveau européen concernant l'étiquetage nutritionnel. En particulier, elle a été l'occasion de présenter aux institutions européennes et aux parties prenantes concernées de l'UE les préoccupations et la perspective des régions de l'UE et des associations de producteurs s'occupant de produits de qualité. En outre, elle avait pour but d'examiner les moyens possibles de renforcer la valeur des indications géographiques dans les habitudes alimentaires de l'UE, sans oublier leur rôle premier en tant qu'outils de développement rural.

L'événement a été modéré par **Laurent Gomez**, Secrétaire général de l'AREPO.

L'introduction et la bienvenue ont été données par la nouvelle présidente de l'AREPO, **Begoña García Bernal**, ministre régionale de l'agriculture, du développement rural, de la population et du territoire de la région d'Extremadura.

Le premier panel, "**Quel rôle pour les IG de l'UE dans les régimes alimentaires sains ?**" a vu la participation des orateurs invités suivants:

- **Paolo De Castro**, coordinateur S&D de la commission de l'agriculture et du développement rural du Parlement européen
- **Gun Roos et Virginie Amilien**, chercheurs à Consumption Research Norway- SIFO à OsloMet - Oslo Metropolitan University en Norvège
- **Nicola Bertinelli**, vice-président de l'AREPO, président du "Consorzio del Formaggio Parmigiano Reggiano".

Le deuxième panel, "**L'étiquetage nutritionnel sur le front de l'emballage : Où en sommes-nous ?**", était composé de :

- **Sabine Pelsser**, chef de l'unité E.1, Information et composition des aliments, DG Sante, Commission européenne.
- **Herbert Dorfmann**, coordinateur PPE de la commission de l'agriculture et du développement rural du Parlement européen, co-rapporteur du rapport du PE sur une stratégie "de la ferme à la fourchette" pour un système alimentaire équitable, sain et respectueux de l'environnement.
- **Eirini Choudetsanaki**, présidente sortante de l'AREPO, conseillère de la région de Crète.



**Irène Tolleret**, coprésidente de l'intergroupe "Vin, spiritueux et produits alimentaires de qualité" du Parlement européen, et **Begoña García Bernal**, présidente de l'AREPO, ministre régional de l'agriculture, du développement rural, de la population et du territoire de la région d'Estrémadure, ont conclu l'événement.

## INTRODUCTION

L'événement a été introduit par la nouvelle présidente de l'AREPO, Begoña García Bernal.

Le président de l'AREPO a rappelé **que la stratégie "de la ferme à la table"** vise à introduire un **étiquetage nutritionnel obligatoire harmonisé sur le devant des emballages (FOPNL)** pour faciliter la compréhension des informations nutritionnelles, aidant ainsi les consommateurs à faire des choix alimentaires plus sains et plus durables.

Elle souligne que les changements qui conduiront à des comportements plus durables et plus sains, encadrés par l'économie verte et circulaire, sont **essentiels**. Cependant, l'AREPO craint que certaines des options proposées dans le cadre de la stratégie "de la ferme à la table" ne **portent atteinte aux produits protégés par des indications géographiques** sans réellement contribuer à l'objectif de préservation de la santé des personnes.

En particulier, en examinant les options d'étiquetage nutritionnel en cours d'évaluation par la Commission européenne, l'AREPO considère que le **Nutri-Score n'est pas adapté à l'objectif pour lequel il a été conçu**, car il **simplifie à l'excès l'information** fournie aux consommateurs.

## PREMIER PANEL : QUEL RÔLE POUR LES GIS DE L'UE AU SEIN D'UNE ALIMENTATION SAIN ?

Le **député européen Paolo De Castro** a pris la parole en premier, soulignant que les préoccupations présentées par AREPO sont au cœur de la discussion actuelle au Parlement européen. Le Nutri-score est une proposition qui, **au lieu d'informer, conditionne le consommateur**.

Cela se fait au détriment de certaines catégories de produits réputés pour leur valeur nutritionnelle qui, compte tenu de leur composition et de leur nature propre, seraient classés en rouge, comme l'huile d'olive extra vierge, le fromage, le miel, etc. Cela peut désorienter le consommateur, lui imposant un choix à travers les couleurs **sans réellement l'éduquer et l'informer**.

Pour lutter contre les maladies alimentaires non transmissibles et améliorer la consommation, **il faut** redoubler d'efforts en matière d'**éducation** alimentaire. C'était l'un des objectifs du programme européen de distribution de fruits, légumes et lait dans les écoles, mais peu de pays ont fait quelque chose en matière d'éducation alimentaire et nutritionnelle.

Le député européen a insisté sur une approche qui ne doit pas pénaliser ce patrimoine de qualité que représentent les indications géographiques, car elles sont aussi un atout économique important.

**Gun Roos et Virginie Amilien**, chercheurs au Consumption Research Norway- SIFO à OsloMet - Université métropolitaine d'Oslo en Norvège, ont partagé les résultats de leur travail de terrain sur les pratiques alimentaires quotidiennes et la consommation alimentaire et ont réfléchi à la manière dont les IG et l'étiquetage nutritionnel peuvent contribuer à des modes d'alimentation plus sains ou à la manière dont les produits portant ces étiquettes sont perçus comme ayant de meilleures valeurs nutritionnelles que les produits alimentaires standard.

La consommation est principalement basée sur quatre phases qui sont la **planification, l'achat, l'utilisation et la mise au rebut**. D'après cette approche et la collecte de données, le choix des produits IG n'est pas un



élément fondamental de la vie quotidienne. Cela est également confirmé par les enquêtes auprès des consommateurs qui soulignent que **ces derniers connaissent mal les IG et les associent rarement à la santé**. Il est donc nécessaire de **faire la différence entre les aliments de tous les jours et les aliments occasionnels**. Bien que certaines IG fassent partie de la routine, les IG sont plus souvent des produits consommés lors d'occasions spéciales, en raison de leur typicité, de la tradition, du prix, etc. A cet égard, la santé n'est pas une question centrale, mais le plaisir, le goût, la culture, le partage le sont.

Ils ont également présenté les résultats de la recherche du projet Strength2Food sur le système d'étiquetage nutritionnel appelé "**Keyhole**", qui a été développé principalement dans les pays d'Europe du Nord. Ce symbole volontaire diffère du Nutriscore en ce qu'il met en évidence les aliments sains au sein des groupes d'aliments. **Il est reconnu mais pas largement utilisé**.

La présentation s'est terminée par une réflexion sur la manière de promouvoir les indications géographiques et les informations sanitaires qui y sont liées. Il y a un **besoin de plus d'informations et d'éducation sur les questions de santé et de durabilité** et il est nécessaire d'explorer l'impact de la compréhension et de la connaissance des cadres culturels. En effet, les consommateurs n'ont pas le même cadre culturel sur ce qui est sain ou non, d'où la nécessité de définir ce que nous entendons par "sain".

En particulier, concernant les produits de qualité, leur recherche a mis l'accent sur la confiance des consommateurs envers les producteurs locaux. Par conséquent, la relation émotionnelle entre celui qui a produit ou cultivé et les consommateurs pourrait être explorée davantage comme un domaine potentiel d'amélioration.

A la fin du premier panel, **Nicola Bertinelli**, vice-président de l'AREPO et représentant du Conseil des producteurs de l'AREPO, a pris la parole.

M. Bertinelli a souligné que l'**IG a une valeur culturelle et traditionnelle importante grâce à la caractéristique liée au moment du plaisir et à sa consommation**.

Dans le contexte actuel, la **salubrité, la durabilité environnementale et le bien-être animal** sont également exigés par les consommateurs. La pandémie a accentué la préférence des consommateurs pour des produits nutritionnellement sains et durables.

Il a rappelé que ce n'est pas l'ingrédient individuel qui est nocif mais leur combinaison au sein du quotidien. Ainsi, il faut s'interroger sur le rôle des IG dans une bonne alimentation, sur leur intégration dans les **comportements alimentaires et dans un mode de vie approprié**. Les IG font partie du **régime méditerranéen** dont le potentiel en termes de santé est reconnu dans le monde entier.

Les IG risquent d'être désavantagés par Nutri-score, notamment en raison de la portion de référence de 100 grammes sur laquelle le score est calculé, ce qui sera trompeur **pour les consommateurs**.

Les consortiums, associations et organisations de producteurs peuvent agir en ce sens comme l'a fait le « Consorzio del Formaggio Parmigiano Reggiano » avec le « Consorzio Tutela Grana Padano ». En détail, ils n'autoriseront plus les labels des opérateurs du secteur qui inséreront le Nutri-score sur les emballages des deux AOP, considérés comme des pratiques dévalorisantes (article 45 du règlement UE 1152/2012)

En Italie, d'**autres consortiums et groupes ont agi de la même manière**, visant à promouvoir l'information et la production, impliquant également certains acteurs de la grande distribution. En tant que représentants des producteurs AREPO, avec d'autres consortiums européens, des entreprises privées, des acteurs de la grande distribution et des organismes gouvernementaux, ils s'engagent à rechercher un étiquetage frontal



fonctionnel et informatif. **Si le Nutriscore devait devenir obligatoire, les IG seraient pénalisées**, ce qui entraînerait des conséquences importantes sur l'ensemble du système. **L'éducation est l'outil fondamental pour produire des changements qui auront un impact sur la santé.** Seul un consommateur conscient est une garantie pour les producteurs transparents.

## DEUXIÈME PANEL : L'ÉTIQUETAGE NUTRITIONNEL SUR LE FRONT DE L'EMBALLAGE : OÙ EN SOMMES-NOUS ?

**Sabine Pelsser**, chef de l'unité E.1 à la DG SANTE de la Commission européenne, a ouvert la discussion du deuxième panel.

Dans la présentation faite lors de la conférence, il est rappelé que l'étiquetage nutritionnel est réglementé par le règlement (UE) 1169/2011. Depuis 2016, la déclaration nutritionnelle est obligatoire au dos de l'emballage et la répétition des informations nutritionnelles est volontaire sur le devant de l'emballage. Plusieurs propositions d'étiquetage sont actuellement en place au niveau de l'UE, notamment Nutri-score.

Un [rapport](#) basé sur la littérature de recherche sur le FOPNL peut actuellement être consulté. Il indique que le système FOP peut aider les consommateurs à faire des choix informés et appropriés.

Dans le cadre de la stratégie F2F, **en 2022, une proposition sera faite pour disposer d'une FOPNL harmonisée et obligatoire. Il s'agira également de définir des profils nutritionnels afin de limiter la promotion d'aliments riches en sel et en sucres par le biais d'allégations nutritionnelles et de santé.**

Ces propositions s'aligneront sur le **plan européen "Vaincre le cancer"** (COM (2021) 44 de février 2021).

Les objectifs à atteindre sont :

- **Aidez les consommateurs à voir en un coup d'œil les informations nutritionnelles essentielles.**
- **Évitez une situation où les allégations nutritionnelles et de santé masqueraient le statut nutritionnel global d'un aliment.**
- **Développer des options complètes explorant l'étiquetage FOP harmonisé de manière cohérente et la définition de profils nutritionnels.**

Selon les premiers retours publics sur la FOP, il existe un **bon soutien pour une réglementation obligatoire et harmonisée** de la part des associations commerciales et des entreprises, des consommateurs de la santé publique et des ONG, des universitaires et des nutritionnistes et des citoyens. Les entreprises et les associations d'entreprises expriment leur volonté de maintenir l'étiquetage volontaire, basé sur les portions.

Il en va de même pour l'établissement des profils nutritionnels, les entreprises demandant à être plus précises et à obtenir certaines exceptions.

À l'avenir, **l'EFSA apportera également des conseils scientifiques sur la question pour l'élaboration d'une réglementation harmonisée.**

**Les étapes suivantes sont la réalisation d'une étude d'impact, la consultation des parties prenantes, l'avis scientifique de l'EFSA, puis la proposition législative.**

En outre, **elle a rappelé que la CE n'a pas encore fait de choix et que les Indications Géographiques seront incluses dans une étude qui sera menée pour envisager des conditions spécifiques pour certains types d'aliments.**



Le deuxième intervenant du panel était **Herbert Dorfmann**, député européen. Il a fait remarquer que plusieurs systèmes d'étiquetage nutritionnel sont déjà en place en Europe. La question est de savoir si on veut aller de l'avant avec une variété de systèmes différents ou si on veut créer un système harmonisé pour tous les pays. Il est également bon de **se demander si le système vise à contribuer à la santé du consommateur ou s'il s'agit simplement d'un moyen d'apporter des revenus économiques**. Cela peut être un outil pour la grande distribution pour influencer les choix des consommateurs sans avoir la santé comme objectif final. En outre, nous devons nous demander **ce qui est considéré comme sain**, et quels sont les critères à évaluer avant de faire un choix alimentaire. M. Dorfmann souligne qu'il est nécessaire d'**éduquer et d'investir dans l'éducation alimentaire, dès l'école**.

La modification des recettes de production peut également être considérée comme une bonne pratique. Toutefois, **cela contraste fortement avec le monde des IG**, où la **qualité repose sur le respect strict de spécifications** qui ne peuvent être facilement modifiées. Les modifier reviendrait également à aller à l'encontre des valeurs et de l'impact que les IG ont intrinsèquement. Bien qu'il s'agisse d'une voie plus complexe et plus difficile, **l'éducation, un mode de vie sain et la formation** sont les solutions qui ont l'impact le plus significatif.

Pour conclure le panel, la présidente sortante de l'AREPO a pris la parole, **Eirini Choudetsanaki**. Au cours de son discours, la **position de l'AREPO** sur la question du Nutriscore a été reprise.

AREPO s'oppose à l'introduction du Nutri-score comme étiquetage sur le devant de l'emballage afin d'éviter une simplification excessive des informations fournies.

En ne prenant pas en compte de nombreux facteurs, **le système créera de la désinformation et induira les consommateurs en erreur**, devenant ainsi peu fiable pour guider les consommateurs vers des comportements alimentaires plus sains.

Bien qu'elle puisse avoir des effets positifs dans de nombreux cas, **la question de la reformulation des produits est difficile à appliquer aux produits IG** car elle modifierait les caractéristiques intrinsèques du produit résultant d'une culture et d'un processus de production.

Il n'est pas possible d'oublier **la dimension culturelle liée à la consommation d'aliments IG**. La nutrition ne peut être laissée entre les mains d'un algorithme qui mélange certains nutriments, calories et aliments sans aucune distinction entre les catégories et les produits et qui ignore les doses de consommation.

L'accent est mis sur la nécessité de renforcer l'éducation et d'améliorer la communication sur l'importance d'une alimentation diversifiée et équilibrée **et sur la manière dont les indications géographiques de l'UE et les produits de qualité peuvent y contribuer**.

Un aspect considérable serait d'accroître la **recherche scientifique sur les IG et leur potentiel nutritionnel au sein des modèles alimentaires**. La valeur nutritionnelle des IG devrait être étudiée de manière holistique, sans considérer exclusivement les composants individuels, mais en explorant leur contribution au sein d'un régime quotidien équilibré.

## CONCLUSION

La conférence s'est terminée par les discours finaux d'**Irène Tolleret**, coprésidente de l'Intergroupe "Vin, spiritueux et produits alimentaires de qualité" du Parlement européen, et de **Begoña García Bernal**, présidente de l'AREPO.



Les discours ont souligné combien **les IG sont fondamentales pour le développement rural**, non seulement pour les périphéries urbaines mais aussi **pour les zones défavorisées**. Des secteurs productifs et économiques entiers se sont développés autour de certains labels de qualité, qui sont fondamentaux pour la survie de certaines communautés. **Il ne faut pas que le Nutri-score devienne un discriminateur économique** sans la différenciation des catégories de produits. Si Nutri-score concerne la santé, il doit faire son travail clairement, **sans simplifier le sujet à l'extrême mais en fournissant réellement des informations aux consommateurs**.

Un autre aspect important est l'**éducation** alimentaire et nutritionnelle, qui doit commencer dans les écoles.

Le Nutri-score vise également à encourager la reformulation, une question qui, comme indiqué ci-dessus, est difficile à aborder pour les IG. Pour cette raison, **il est demandé qu'il reste tout au plus une indication volontaire**.

**L'information qui doit parvenir au consommateur doit être basée sur des portions de consommation** et non pas indifférenciée sur 100 grammes/millilitres du produit.

Mme Tolleret a également souligné que la principale source de propagation de l'**obésité**, la maladie alimentaire non transmissible la plus courante, **est liée au prix des produits et au pouvoir d'achat du consommateur**. Le Nutri-score ne résout pas ce problème et n'influence pas le prix, qui est la cause principale du taux élevé d'obésité enregistré.

**L'aide économique aux produits de qualité ne doit pas être réduite** car elle est essentielle, et des incitations doivent être données pour les campagnes de promotion et de protection.

Enfin, le Président de l'AREPO a souligné le travail à venir concernant la santé et la bonne nutrition des consommateurs, en fixant comme priorité **d'éduquer et d'informer clairement le consommateur sur les avantages d'une alimentation diversifiée et équilibrée** combinée à l'adoption d'un **mode de vie plus actif et sur la manière dont les Indications Géographiques de l'UE et les produits de qualité peuvent y contribuer**.

---

#### À PROPOS DE NOUS :

*L'Association des régions européennes pour les produits d'origine (AREPO) regroupe 34 régions de 9 États membres de l'UE et plus de 700 associations de producteurs d'indications géographiques de ces régions, soit l'équivalent de plus de 60 % des IG européennes. L'AREPO vise à promouvoir et à défendre les intérêts des producteurs et des consommateurs des régions européennes engagées dans la promotion des produits agroalimentaires de qualité.*

*Pour plus d'informations sur la position de l'AREPO, veuillez contacter [info@arepoquality.eu](mailto:info@arepoquality.eu) ou [missions@arepoquality.eu](mailto:missions@arepoquality.eu).*

---